

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Le présent rapport de gestion de Ressources Cartier inc. (la « Société » ou « Cartier ») a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et d'exploration ainsi que notre situation financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 par rapport à l'exercice précédent. Ce rapport, daté du 17 avril 2014, devrait être lu en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés des 31 décembre 2013 et 2012 ainsi qu'avec les notes afférentes. Les états financiers sont présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Le calcul des pourcentages est basé sur les nombres énoncés dans les états financiers et peut ne pas correspondre aux nombres arrondis figurant dans le présent rapport de gestion.

La Société présente régulièrement des renseignements supplémentaires sur ses activités, lesquels sont déposés sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») au Canada à l'adresse www.sedar.com.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante nos résultats, nos activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'or, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales, les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

NATURE DES ACTIVITÉS ET POURSUITE DES ACTIVITÉS D'EXPLORATION

La Société a été constituée le 17 juillet 2006 à l'origine en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et est régie depuis le 14 février 2011 par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Son siège social se situe au 1740, chemin Sullivan, Suite 1000, Val-d'Or, Québec. Ses activités comprennent principalement l'acquisition et l'exploration de biens miniers. La Société n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des biens miniers dépend de la capacité d'exploiter économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ces biens et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des biens.

La capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation repose sur l'obtention de nouveaux fonds, et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. L'hypothèse de la continuité de l'exploitation. L'application des IFRS selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation peut être inappropriée, car il existe un doute sur le bien-fondé de l'hypothèse.

Les actions de la Société se négocient à la Bourse de croissance TSX sous le symbole ECR.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

MISSION DE LA SOCIÉTÉ

La mission de la Société est d'assurer la croissance et la pérennité de l'entreprise pour le bénéfice des actionnaires et des employés.

VISION ET STRATÉGIE

La vision de la Société est de devenir un producteur minier à partir du développement des actifs actuels et futurs de l'entreprise avec un échéancier conforme à ses ressources humaines et à ses finances, dans le respect du développement durable et responsable.

La stratégie de l'entreprise est de poursuivre le mécanisme dynamique permettant de développer et de maintenir un portefeuille équilibré de projets miniers allant du stade de l'exploration vers celui de la mise en valeur, du développement et de la production.

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE 2013

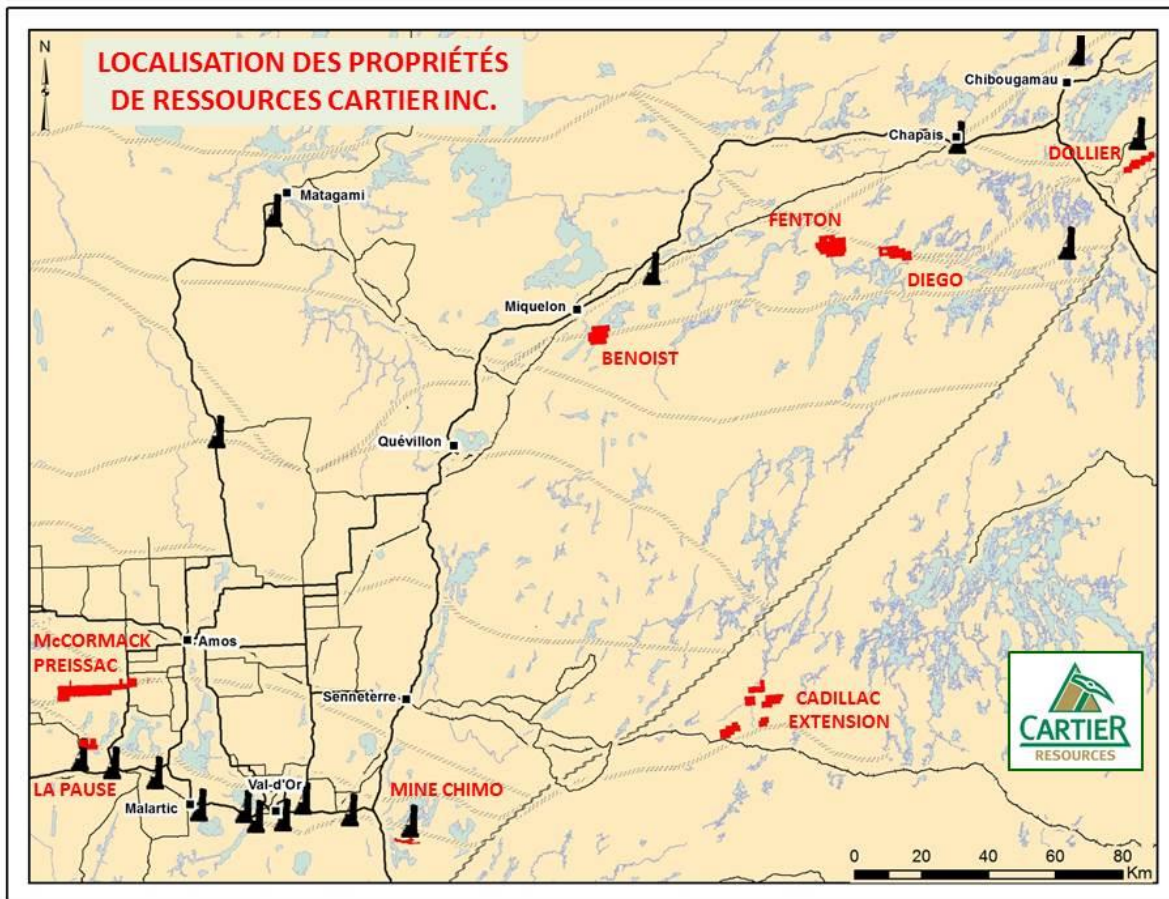
1. Financement totalisant 819 784 \$ répartis comme suit : 569 784 \$ par l'émission d'actions accréditatives et 250 000 \$ par l'émission d'actions ordinaires et de bons de souscription ;
2. Forage de 4 155 mètres du gîte aurifère Pusticamica sur la propriété Benoist ;
3. Acquisition de 100% des intérêts de la propriété Benoist ;
4. Acquisition de 100% des intérêts de la propriété Mine Chimo ;
5. Radiation des dépenses pour 188 titres miniers dont 171 ont été abandonnés.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

ACTIVITÉS D'EXPLORATION



Propriété Benoist

Au cours du premier trimestre de 2013, une campagne de cinq (5) forages totalisant 4 155 m a confirmé la continuité de la minéralisation aurifère entre 450 et 700 m de profondeur sous le gîte Pusticamica. Des [résultats](#), tels que 12,3 g/t Au sur 1,0 m inclus dans un intervalle de 27,0 m à 1,1 g/t Au et 7,5 g/t Au sur 1,0 m inclus dans un intervalle de 10,0 m à 1,0 g/t Au, ont été obtenus. Sur une distance de 225 m, six (6) intersections de forage ont titré plus de 4,6 g/t Au / 1,0 m allant jusqu'à 24,5 g/t Au / 3,0 m. Cette minéralisation s'ajoute à la large enveloppe aurifère de type Pusticamica qui est associée à une forte altération hydrothermale riche en chlorite.

L'information recueillie révèle un excellent potentiel pour l'accroissement du volume de minéralisation du gîte aurifère Pusticamica. Pour cette raison, la Société a acquis de Ressources Murgor Inc. le 29 juillet dernier 100 % des intérêts de la propriété Benoist, composée de 98 titres miniers. [Cet achat](#) s'est concrétisé en contrepartie du paiement d'une somme de 250 000 \$ en espèces et de l'émission de 650 000 actions ordinaires de la Société. Murgor a conservé une redevance de 1 % NSR sur l'ensemble des titres miniers de la propriété. Un total de 16 claims miniers est également assujéti à une redevance de 1,5 % NSR payable à

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

un vendeur antérieur, laquelle est rachetable par la Société pour un montant de 1 500 000 \$. Finalement, 42 claims miniers, incluant les 16 mentionnés ci-dessus, sont assujettis à une redevance additionnelle de 1 % NSR en faveur d'une autre partie.

Propriété Mine Chimo

La Mine Chimo a produit 379 000 onces d'or entre 1964 et 1997 (MRNF, DV 86-04 à DV 97-01). Des zones aurifères à haute teneur non exploitées ont été rapportées à proximité des chantiers historiques. Rappelons que la Mine Chimo a été fermée en période de bas cycle du prix de l'or. La Société croit que les zones aurifères rapportées présentent un bon potentiel pour constituer des ressources additionnelles à celles laissées en place lors de la fermeture prématurée de la mine.

Cartier a [acquis](#) le 23 juillet 2013 un intérêt de 100 % des propriétés Chimo et Nova en contrepartie du paiement d'une somme de 261 000 \$. Les propriétés sont contiguës et situées à 50 km à l'est du prolifique camp minier aurifère de Val-d'Or, localisé sur la faille Larder Lake – Cadillac. La propriété Mine Chimo, anciennement nommée Chimo et Nova, est composée de deux baux miniers assujettis à des redevances (NSR) de 3 % plus un autre 2% des ventes brutes et également de 38 claims assujettis à une redevance (NSR) de 1 %.

Un [modèle numérique 3D](#) en version GEMCOM, présentant les 14 zones aurifères de la Mine Chimo ainsi que ses infrastructures souterraines (le puits, les rampes, les galeries, les chantiers minés) ainsi que plus de 3 600 trous de forage montrant les intersections aurifères supérieures à 5 g/t, a été produit.

La zone aurifère principale de la Mine Chimo a été exploitée jusqu'à une profondeur de 965 m. Les treize autres zones aurifères périphériques, exploitées jusqu'à 130 m de profondeur dont 380 m pour l'une de ces zones, n'ont toutefois pas été explorées plus profondément. Le potentiel d'exploration demeure ouvert latéralement ainsi qu'en profondeur pour les 14 zones aurifères situées dans un volume de roche d'un kilomètre cube (km³).

Radiation des dépenses pour 188 titres miniers dont 171 abandonnés

La Société a procédé à la radiation des dépenses associées à 188 titres miniers ainsi qu'à l'abandon de 171 de ces claims au courant de l'année 2013. La révision annuelle de chacun des titres miniers de la Société a été effectuée en vue d'abandonner ceux possédant le plus faible potentiel de découverte qui soutirent inutilement des crédits de renouvellement aux autres claims. L'exercice 2013 a permis d'abandonner 171 claims rehaussant par conséquent le potentiel de découverte sur la superficie résiduelle des propriétés.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Rapports techniques

Un [Rapport pétrographique des forages du gîte Pusticamica](#) a été produit par IOS Services Géoscientifiques pour le projet Benoist au courant de l'année.

Pour de plus amples informations sur les propriétés minières de la Société, veuillez consulter l'hyperlien suivant : [Section Projets](#).

Frais d'exploration reportés

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Solde au début de l'exercice	8 092 393	6 077 212
Additions de l'exercice		
Géologie	384 852	931 944
Géophysique	-	356 898
Forage	609 833	1 141 443
Frais de bureau de l'exploration	41 256	64 770
Arpentage et chemins d'accès	17 712	144 478
Location et entretien carothèque	47 435	81 976
Droits, taxes et permis	25 104	39 433
Amortissement des équipements d'exploration	19 729	18 855
Rémunération fondée sur des actions-employés	17 560	29 282
	1 163 481	2 809 079
Radiation d'actifs d'exploration et frais d'exploration reportés	(699 061)	(661 204)
Crédits d'impôt à payer (recevoir)	50 013	(132 694)
Dépenses nettes de l'exercice	514 433	2 015 181
Solde à la fin de l'exercice	8 606 826	8 092 393

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Sommaire des frais d'exploration reportés par propriété pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 :

La valeur comptable se détaille comme suit :

	Participation	Solde au 31 décembre 2012	Addition	Crédits d'impôt	Radiation	Solde au 31 décembre 2013
		\$	\$	\$	\$	\$
Québec						
Benoist	100%					
Droits miniers		190 607	358 905	-	(1 789)	547 723
Frais d'exploration reportés		733 906	857 715	(37 714)	(571)	1 553 336
		924 513	1 216 620	(37 714)	(2 360)	2 101 059
Mine Chimo	100%					
Droits miniers		-	261 616	-	-	261 616
Frais d'exploration reportés		-	100 012	(30 731)	-	69 281
		-	361 628	(30 731)	-	330 897
Cadillac Extension	100%					
Droits miniers		11 539	-	-	(103)	11 436
Frais d'exploration reportés		1 587 305	65 238	8 985	-	1 661 528
		1 598 844	65 238	8 985	(103)	1 672 964
MacCormack	100%					
Droits miniers		252 367	-	-	-	252 367
Frais d'exploration reportés		1 730 095	17 851	53 340	-	1 801 286
		1 982 462	17 851	53 340	-	2 053 653
Preissac	100%					
Droits miniers		258 522	-	-	-	258 522
Frais d'exploration reportés		278 725	38 114	14 530	-	331 369
		537 247	38 114	14 530	-	589 891

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Participation	Solde au	Addition	Crédits d'impôt	Radiation	Solde au
		31 décembre 2012				31 décembre 2013
		\$	\$	\$	\$	\$
Québec						
Dollier	100%					
Droits miniers		29 835	-	-	(12 023)	17 812
Frais d'exploration reportés		977 470	25 356	13 955	(6 395)	1 010 386
		1 007 305	25 356	13 955	(18 418)	1 028 198
La Pause	100%					
Droits miniers		7 379	54	-	(1 699)	5 734
Frais d'exploration reportés		203 462	14 946	(10)	(5 147)	213 251
		210 841	15 000	(10)	(6 846)	218 985
Diego	100%					
Droits miniers		2 755	-	-	(1 092)	1 663
Frais d'exploration reportés		444 610	30 384	12 259	(2 171)	485 082
		447 365	30 384	12 259	(3 263)	486 745
Xstrata-Option	100%					
Droits miniers		750	-	-	(285)	465
Frais d'exploration reportés		938 338	667	16 013	(9 388)	945 630
		939 088	667	16 013	(9 673)	946 095
Fenton	Option 50%					
Droits miniers		16 000	8 000	-	-	24 000
Frais d'exploration reportés		524 367	11 884	(574)	-	535 677
		540 367	19 884	(574)	-	559 677
Rambull	100%					
Droits miniers		130 630	-	-	(130 630)	-
Frais d'exploration reportés		407 180	968	(20)	(408 128)	-
		537 810	968	(20)	(538 758)	-

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	Participation	Solde au 31 décembre 2012 \$	Addition \$	Crédits d'impôt \$	Radiation \$	Solde au 31 décembre 2013 \$
Québec						
Newconex-Ouest	100%					
Droits miniers		169 995	-	-	(169 995)	-
Frais d'exploration reportés		266 935	346	(20)	(267 261)	-
		436 930	346	(20)	(437 256)	-
<u>Sommaire</u>						
Droits miniers		1 070 379	628 575	-	(317 616)	1 381 338
Frais d'exploration reportés		8 092 393	1 163 481	50 013	(699 061)	8 606 826
		9 162 772	1 792 056	50 013	(1 016 677)	9 988 164

Toutes les propriétés minières de la Société sont situées dans le nord-ouest du Québec.

INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES

	Exercice terminé le 31 décembre 2013 \$	Exercice terminé le 31 décembre 2012 \$	Exercice terminé le 31 décembre 2011 \$
Revenus d'intérêts	29 031	26 812	47 348
Résultat net de l'exercice	(1 537 936)	(2 128 946)	(1 614 618)
Résultat net de base par action	(0,03)	(0,04)	(0,04)
Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation	58 454 542	50 850 972	41 280 451

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

	État de la situation financière 31 décembre 2013 \$	État de la situation financière 31 décembre 2012 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 573 320	2 670 297
Fonds réservés à l'exploration	569 784	873 129
Immobilisations corporelles	73 366	100 255
Actifs d'exploration et frais d'exploration reportés	9 988 164	9 162 772
Total de l'actif	12 447 599	13 261 889
Passifs courants	393 903	449 970
Impôts miniers différés	2 166 959	2 198 723
Capitaux propres	9 886 737	10 613 196

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Société a enregistré un résultat net de (1 537 936 \$) ou (0,03 \$) par action comparativement à un résultat net de (2 128 946 \$) ou (0,04 \$) par action au 31 décembre 2012.

Les revenus d'intérêts et de gestion étaient de 29 031 \$ et 26 812 \$ pour les exercices terminés respectivement les 31 décembre 2013 et 2012.

Les frais d'administration se sont élevés à 794 473 \$ et 1 102 966 \$ pour ces mêmes exercices. La diminution des frais d'administration de l'exercice 2013 comparativement à 2012 s'explique principalement par des mesures prises par la direction et le conseil d'administration. Il y a eu une réduction de personnel et une compression générale des dépenses qui ont entraînés la diminution des salaires de 35 454 \$, des consultants de 35 899 \$, de la rémunération à base d'actions des employés pour un total de 62 084 \$, des honoraires professionnels de 47 550 \$, du développement des affaires de 55 376 \$ et de l'information aux actionnaires de 25 789 \$. Les actions prises par la direction et le conseil d'administration se poursuivent en 2014 par une réduction de personnel, un gel des salaires et un horaire de 4 jours pour une partie de l'année.

Les principaux éléments qui constituent les frais d'administration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 se détaillent comme suit : les salaires pour un montant de 253 426 \$, les frais liés aux consultants de 108 275 \$, la rémunération à base d'actions des employés de 72 739 \$, les honoraires professionnels de 73 697 \$ et les frais liés au développement des affaires de 116 956 \$. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, les frais d'administration se détaillent comme suit : les salaires pour un montant de 288 880 \$, les frais liés aux consultants de 144 174 \$, la rémunération à base d'actions des employés de 134 823 \$, les honoraires professionnels de 121 247 \$ et les frais liés au développement des affaires de 172 332 \$.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Trimestre terminé le	Revenus d'intérêts et autres	Résultat net	Perte nette de base par action	Actifs d'exploration reportés	Nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation
	\$	\$	\$	\$	
31-12-13	3 872	(164 711)	(0,00)	140 470	59 536 699
30-09-13	4 688	(884 816)	(0,02)	158 706	58 399 254
30-06-13	5 765	(217 846)	(0,00)	186 439	57 954 145
31-03-13	14 706	(269 563)	(0,01)	677 866	57 917 715
31-12-12	6 431	(983 904)	(0,02)	(551 509)	53 124 160
30-09-12	2 022	(226 291)	(0,00)	701 508	50 557 309
30-06-12	8 729	(473 752)	(0,01)	1 189 341	49 976 981
31-03-12	9 630	(445 001)	(0,01)	675 841	49 723 685

Le résultat net du quatrième trimestre de 2013 est de (164 711 \$) comparativement à (983 904 \$) au quatrième trimestre 2012. La diminution de la perte est principalement due au résultat de la radiation d'actifs d'exploration de 317 616 \$ et de frais d'exploration reportés de 699 061 \$ qui ont été imputés aux résultats au troisième trimestre de 2013 comparé au quatrième trimestre de 2012.

ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif courant

Aux 31 décembre 2013 et 2012, la trésorerie et équivalents de trésorerie et les fonds réservés à l'exploration étaient constitués de :

	31 décembre 2013			31 décembre 2012		
	\$	Taux d'intérêt	Date d'échéance	\$	Taux d'intérêt	Date d'échéance
1) Acceptation bancaire	101 952	0,810%	2014-01-22	153 840	0,902%	2013-02-11
2) Acceptation bancaire	401 321	0,813%	2014-03-18	400 546	0,828%	2013-02-19
3) Acceptation bancaire	-	-	-	518 226	1,450%	2013-03-11
4) Acceptation bancaire	-	-	-	356 413	0,781%	2013-03-19
5) Compte à intérêts	726 731	1,200%	-	1 036 730	1,200%	-
6) Compte bancaire sans intérêt	913 100	-	-	1 077 671	-	-
Total	2 143 104			3 543 426		

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Du montant total de 2 143 104 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2013, il y avait un montant réservé à l'exploration de 569 784 \$. Ces fonds réservés à l'exploration étaient constitués exclusivement d'encaisse et doivent être investis en exploration avant le 31 décembre 2014. Du montant total de 3 543 426 \$ au 31 décembre 2012, il y avait un montant réservé à l'exploration de 873 129 \$. Ces fonds ont été investis en exploration au cours de l'année 2013.

Le fonds de roulement était de 1 992 166 \$ comparativement à 3 548 892 \$ pour les mêmes dates.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles totalisaient 73 366 \$ au 31 décembre 2013, comparativement à 100 255 \$ au 31 décembre 2012.

Actifs d'exploration et frais d'exploration reportés

Au 31 décembre 2013 les actifs d'exploration et frais d'exploration reportés de la Société étaient de 9 988 164 \$ comparativement à 9 162 772 \$ au 31 décembre 2012.

Une analyse des travaux a été effectuée afin d'évaluer le potentiel futur de chacune des propriétés de la Société. À la suite de cette analyse, une partie des projets de Xstata-Option, Dollier, Diego, La Pause, Cadillac Extension et Benoist a été abandonnée, représentant 109 titres miniers. De plus, une radiation complète des projets Newconext-Ouest et Rambull a été effectuée représentant 79 titres miniers. Par conséquent, les portions de propriétés pour ces droits miniers ainsi que les frais d'exploration qui s'y rattachent pour des montants respectifs de 317 616 \$ et de 699 061 \$, pour un total de 1 016 177 \$, ont été radiés lors du troisième trimestre de cet exercice.

Au 31 décembre 2013, les droits miniers s'élevaient à 1 381 338 \$ comparativement à 1 070 379 \$ au 31 décembre 2012. L'augmentation résulte principalement de l'acquisition de la propriété Benoist afin de détenir un intérêt de 100% de la propriété et l'acquisition de la propriété Mine Chimo, pour des sommes respectives de 334 500 \$ et 261 000 \$.

Au 31 décembre 2013, les frais d'exploration reportés s'élevaient à 8 606 826 \$ comparativement à 8 092 393 \$ au 31 décembre 2012.

Au cours de l'exercice 2013, les frais d'exploration engagés avant crédits d'impôts étaient de 1 163 481 \$ comparativement à 2 809 079 \$ pour l'exercice 2012. Les frais d'exploration engagés sur l'ensemble des propriétés étaient constitués principalement de travaux de forage pour 609 833 \$ et de géologie pour 384 852 \$. Au cours de l'exercice 2012, les frais d'exploration engagés sur l'ensemble des propriétés étaient constitués principalement de travaux de forage pour 1 137 509 \$, de géologie pour 931 944 \$, de géophysique pour 356 898 \$ et d'arpentage et chemins d'accès pour 144 478 \$.

Passif

Le passif courant s'élevait à 393 903 \$ au 31 décembre 2013 comparativement à 449 970 \$ au 31 décembre 2012. La variation provient de l'augmentation des fournisseurs et autres crédetes

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

pour une valeur de 39 927 \$ et également de la diminution du passif lié aux actions accréditives de 95 994 \$.

Les impôts miniers différés s'élevaient à 2 166 959 \$ au 31 décembre 2013 comparativement à 2 198 723 \$ au 31 décembre 2012. Cette diminution de 31 764 \$ provient principalement de la renonciation aux déductions fiscales des frais d'exploration engagés suite à des financements accréditifs.

Capitaux propres

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres s'élevaient à 9 886 737 \$ comparativement à 10 613 196 \$ au 31 décembre 2012. La variation provient principalement du résultat net de l'exercice de (1 537 936 \$), de l'acquisition de deux propriétés Benoist et Fenton en échange d'espèces et d'émissions d'actions d'une valeur totale de 92 500 \$ ainsi que des financements complétés en décembre 2013 pour un montant total 819 784 \$ avant frais d'émission. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la variation provenait principalement du résultat global de l'exercice de (2 398 946 \$), de l'acquisition de deux propriétés Benoist et Fenton en échange d'espèces et d'émissions d'actions d'une valeur totale de 209 801 \$ ainsi que des financements complétés en août, novembre et décembre 2012 pour un montant total 2 000 400 \$ avant frais d'émission.

Le 2 mars 2012, la Société a émis 250 000 actions ordinaires et payé 100 000 \$ en espèces en vertu de la convention d'option permettant d'acquérir un intérêt indivis de 51 % dans la propriété Benoist. La Société doit investir 3 000 000 \$ en travaux d'exploration avant le 1er mars 2015 et émettre 100 000 actions ordinaires à Ressources Murgor inc. («Murgor») avant le premier anniversaire de l'entente et 150 000 actions ordinaires avant le deuxième anniversaire de la signature de l'entente. Les deux parties ont amendé l'entente et la Société a versé une somme de 18 000 \$ à Murgor au lieu d'émettre 100 000 actions ordinaires avant le premier anniversaire de l'entente. De plus, avant le troisième anniversaire de l'entente, Cartier aura une seconde option pour acquérir un intérêt indivis additionnel de 49 % dans la propriété en émettant 500 000 actions ordinaires à Murgor avant le quatrième anniversaire de signature de l'entente et en cumulant des dépenses d'exploration additionnelles de 3 000 000 \$ avant le 1er mars 2018. Pendant la période d'option, la Société sera l'opérateur des travaux. Murgor conservera une royauté (« NSR ») de 1%. Le projet est aussi assujéti à un NSR de 2,5 % payable aux vendeurs antérieurs, dont 1,5 % peut être racheté par la Société pour un montant de 1 500 000 \$.

Le 29 juillet 2013, la Société a conclu l'entente d'achat avec Murgor et détient maintenant un intérêt de 100 % de la propriété Benoist, composé de 98 claims, en contrepartie du paiement d'une somme de 250 000 \$ en espèces et de l'émission de 650 000 actions ordinaires.

Le 18 décembre 2013, la Société a complété un placement privé sans l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier pour un produit brut de 250 000 \$. Le placement consistait en l'émission de 2 500 000 actions ordinaires à un prix de 0,10 \$ par action ainsi que 2 500 000 bons de souscription permettant à son détenteur de souscrire, pour chaque bon entier, à une action ordinaire au prix de 0,16 \$ l'action pour une période de 24 mois suivant la clôture du placement. Le placement est présenté déduction faite des bons de souscription dont la valeur a été établie à 78 000 \$. Des frais d'émission de 12 530 \$ ont aussi réduit le capital-actions.

Le 18 décembre 2013, la Société a complété un placement privé accréditif sans l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier pour un produit brut de 569 784 \$. Le placement consistait en

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

l'émission de 3 561 150 actions accréditatives à un prix de 0,16 \$ par action accréditative pour un montant de 569 784 \$. Des frais d'émission de 6 130 \$ ont réduit le capital-actions.

FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 552 388 \$ comparativement à 989 380 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012. Les flux étaient constitués du résultat avant impôts sur les résultats et impôts miniers de ces mêmes périodes, soit (1 796 918 \$) et (2 109 595 \$) respectivement. L'impact de ces pertes est réduit par la rémunération fondée sur des actions de 72 739 \$ et la radiation d'actifs d'exploration et frais d'exploration reporté de 1 016 677 \$ comparativement à 134 823 \$ et 958 069 \$ pour les mêmes éléments de l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour l'exercice financier de 2013 étaient de 787 989 \$ comparativement à 1 873 151 \$ pour celui de 2012. Au cours de l'année 2013, les flux étaient constitués d'émission d'actions suite à des financements privés de 819 784 \$ moins des frais d'émission totalisant 31 795 \$. Pour l'année 2012, les flux étaient constitués d'émission d'actions suite à des financements privés de 2 000 400 \$ moins des frais d'émission totalisant 127 249 \$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement pour l'exercice financier de 2013 étaient de 1 635 923 \$ comparativement à 2 634 528 \$ en 2012. Ces flux étaient constitués des frais d'actifs d'exploration et frais d'exploration reportés de 1 635 923 \$ en 2013 comparativement à 2 599 195 \$ en 2012. De plus, au cours de l'exercice 2012, la Société avait procédé à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour une somme de 35 333 \$.

LIQUIDITÉ ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 31 décembre 2013, la Société disposait de 2 143 104 \$ de trésorerie et équivalents de trésorerie. Le financement de la Société se fait principalement sous la forme d'émissions d'actions. Le succès de ces émissions dépend, entre autres, des marchés boursiers, de l'attrait des investisseurs pour les sociétés d'exploration et du prix des métaux. Pour continuer ses activités d'exploration et soutenir ses activités courantes, la Société devra maintenir sa présence dans la communauté financière afin de pouvoir réaliser d'autres financements.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, un total de 6 761 150 actions ont été émises suite à l'acquisition de deux propriétés et de deux financements privés. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, un total de 8 221 669 actions ont été émises suite à l'acquisition de deux propriétés et de trois financements privés.

Les fonds réservés à l'exploration s'élevaient à 569 784 \$ au 31 décembre 2013 comparativement à 873 129 \$ au 31 décembre 2012. La variation provient des financements accréditifs de 569 784 \$ complété durant le mois de décembre 2013, comparativement à des financements accréditifs de 900 400 \$ complété durant les mois de novembre et décembre 2012.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société, au même titre que toute autre société d'exploration minière, est exposée à divers risques financiers et environnementaux ainsi qu'à des risques liés à la nature même de ses activités. Elle est également exposée à des risques liés à d'autres facteurs, tels que le prix des métaux et les conditions du marché en général.

Risques financiers

La Société doit obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. La Société estime que la qualité de ses propriétés ainsi que leur potentiel géologique font en sorte qu'elle sera en mesure d'obtenir le financement requis pour leur développement.

Permis et licences

Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et des licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir d'assurance que la Société puisse obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses propriétés.

Prix des métaux

Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux découverts. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommation globale et régionale, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut être prévu précisément.

Personnel clé

La direction de la Société repose sur quelques dirigeants clés et surtout sur son président et chef de la direction, dont la perte pourrait avoir un effet nuisible au niveau de l'exécution et du succès des opérations de la Société. Le succès de la Société est également lié à la capacité d'attirer et de conserver un personnel qualifié. La concurrence à cet égard est très vive et le succès de la Société repose en grande partie sur les hauts dirigeants et le personnel qualifié en géologie.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2013, la Société n'avait conclu aucun arrangement hors bilan.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

TITRES EN CIRCULATION AU 17 AVRIL 2014:

Actions ordinaires en circulation	65 215 295
Bons de souscription (Moyenne pondérée du prix de levée de 0,21\$)	4 000 000
Options d'achat d'actions (Moyenne pondérée du prix de levée de 0,30 \$)	3 425 000
Total entièrement dilué	72 640 295

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et continuité de l'exploitation

Les présents états financiers ont été préparés selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, à l'exception des «Autres actifs financiers courants» qui sont réévalués à la juste valeur.

La capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation repose sur la réalisation de ses actifs et sur l'obtention de nouveaux fonds. Malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé à obtenir des fonds nécessaires, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. La Société n'a pas encore déterminé si les biens miniers renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. L'application des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») selon l'hypothèse de la continuité de l'exploitation peut être inappropriée, car il existe un doute sur le bien-fondé de l'hypothèse.

Les présents états financiers ne tiennent pas compte des ajustements qui devraient être effectués à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux montants présentés au titre des produits et des charges et au classement des postes du bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation n'était pas fondée, et ces ajustements pourraient être importants. La direction n'a pas tenu compte de ces ajustements parce qu'elle croit en l'hypothèse de la continuité de l'exploitation.

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux IFRS. La Société fait appel à des jugements et estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la Société.

Le 17 avril 2014, le conseil d'administration de la Société a approuvé ces états financiers annuels pour les exercices terminés le 31 décembre 2013 et le 31 décembre 2012.

Généralités

Les états financiers ont été préparés selon les méthodes comptables énoncées par les IFRS en vigueur au 31 décembre 2013.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées ci-dessous.

Base d'évaluation

Les présents états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception des « Autres actifs financiers courants » qui sont réévalués à la juste valeur.

Normes, amendements et interprétations des normes existantes qui ne sont pas encore en vigueur et que la Société n'a pas adoptés de façon anticipée

À la date d'approbation de ces états financiers, de nouvelles normes et interprétations des normes existantes et de nouveaux amendements ont été publiés, mais ne sont pas encore en vigueur et la Société ne les a pas adoptés de façon anticipée.

La direction prévoit que l'ensemble des prises de position non encore en vigueur sera adopté dans les méthodes comptables de la Société au cours de la première période débutant après la date d'entrée en vigueur de chaque prise de position. L'information sur les nouvelles normes et interprétations et les nouveaux amendements qui sont susceptibles d'être pertinents pour les états financiers de la Société est détaillée ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais on ne s'attend pas à ce qu'elles aient une incidence importante sur les états financiers de la Société.

IFRIC 21 - *Droits ou taxes* («IFRIC 21») - En mai 2013, l'IASB a émis l'interprétation IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*) 21, *Droits ou taxes*. IFRIC 21 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 et doit être appliquée de façon rétrospective. IFRIC 21 fournit des directives sur le traitement comptable des droits ou des taxes conformément à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit les droits ou les taxes comme un déboursé provenant d'une entité imposé par un gouvernement conformément au cadre législatif et confirme qu'une entité doit comptabiliser un passif pour des droits ou des taxes uniquement lorsque l'événement générateur de droits ou de taxes spécifié dans le cadre législatif se produit. La Société adoptera l'interprétation IFRIC 21 dans ses états financiers pour la période annuelle débutant le 1er janvier 2014. La portée de l'incidence de l'adoption d'IFRIC 21 n'a pas encore été déterminée.

IFRS 9 - Instruments financiers - les amendements à l'IFRS 9 sont les premiers d'un projet à phases multiples afin de remplacer l'IAS 39 - Instruments Financiers : comptabilisation et évaluation. Il simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes sur les instruments dérivés incorporés énoncées dans l'IAS 39 - instruments Financiers : comptabilisation et évaluation. La nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un instrument financier non dérivé, son classement et son évaluation. L'IASB a provisoirement décidé que l'IFRS 9 devra être appliqué pour les exercices ouverts le ou après le 1er janvier 2018. Son adoption anticipée est permise. La portée de l'incidence de l'IFRS 9 n'a pas encore été déterminée.

En mai 2013, l'IASB a modifié IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, afin de fournir des directives sur les informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers. Les modifications à IAS 36 doivent être appliquées rétrospectivement par la Société pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2014. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur la présentation de ses états financiers.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Rémunération fondée sur des actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle peut attribuer aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés et aux consultants des options visant l'acquisition d'actions ordinaires de la Société. Ce plan ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des options attribuées est déterminée par référence à la juste valeur des options émises. La juste valeur de chaque option est évaluée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation de Black-Sholes. La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en dépenses avec la contrepartie en augmentation du « surplus d'apport ».

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la dépense est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes. Tout ajustement cumulatif avant l'acquisition des droits est comptabilisé dans la période en cours. Aucun ajustement n'est apporté aux charges comptabilisées dans les périodes antérieures si le nombre d'options sur actions exercées finalement diffère de celui qui avait été prévu à l'acquisition.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les montants reçus sont portés au capital-actions. La juste valeur de chaque option est renversée du surplus d'apport au capital-actions.

Présentation des états financiers conformément à l'IAS 1

Les états financiers sont présentés conformément à l'IAS 1, Présentation des états financiers.

Actifs miniers

La Société inscrit au coût ses actifs miniers composés des droits miniers détenus en exclusivité, de participations indivises dans des droits miniers ainsi que des frais d'exploration reportés moins certains recouvrements.

Les frais d'exploration sont capitalisés sur la base de blocs de droits spécifiques ou d'aires d'intérêt géologique jusqu'à ce que les actifs miniers soient mis en production, vendus ou abandonnés.

Ces coûts seront amortis sur la durée d'exploitation des actifs miniers après le début de la production ou radiés si les actifs miniers sont vendus ou si les projets sont abandonnés.

Les frais d'exploration généraux non liés à des actifs miniers spécifiques sont imputés aux résultats dès qu'ils sont engagés.

La récupération des montants indiqués au titre des propriétés minières et des frais d'exploration reportés connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la capacité de la Société à obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et de la production rentable future ou du produit de la cession de tels biens. Les montants

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

inscrits pour les droits miniers et les frais d'exploration reportés ne représentent pas nécessairement la valeur présente ou future.

Crédits de droits remboursables pour perte et crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources

La Société a droit à un crédit de droits remboursables pour perte selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ce crédit de droits remboursables pour perte calculé sur les frais d'exploration admissibles engagés au Québec est comptabilisé en augmentation des impôts différés aux états de la situation financière. En vertu de l'IAS 12, les crédits de droits remboursables sont imputés aux impôts différés lorsque la Société prévoit conserver le bien minier au moment de la mise en production.

De plus, la Société a droit aux crédits d'impôts remboursables relatifs aux ressources pour les sociétés minières sur les frais d'exploration admissibles engagés. Le crédit d'impôts remboursable pourra atteindre 35 % ou 38,75 % du montant des frais admissibles engagés. En vertu de l'IAS 20, les crédits d'impôts à l'exploration ont été imputés en réduction des frais engagés.

En vertu de l'IAS 12, les crédits de droits remboursables ont été imputés aux impôts différés de l'état de la situation financière, puisque la Société prévoit conserver le bien minier lorsqu'il est prêt pour la mise en production.

Dépenses d'exploration et d'évaluation et actifs d'exploration et d'évaluation

Les dépenses d'exploration et d'évaluation sont les coûts engagés dans la recherche initiale de dépôts de minéraux ayant un potentiel économique. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'exploration et d'évaluation sont comptabilisés en résultat au moment où ils sont engagés.

Lorsque les servitudes légales d'exploration et d'évaluation ont été obtenues, tous les coûts liés à l'acquisition des droits miniers et les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation des droits miniers, diminués des crédits d'impôts liés à ces dépenses, sont imputés au coût des actifs d'exploration et d'évaluation. Les dépenses liées à l'exploration et à l'évaluation qui sont capitalisées incluent notamment les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques, les forages d'exploration, le creusement de tranchées, l'échantillonnage ainsi que les activités en liaison avec l'évaluation de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale. Les différents coûts sont incorporés au coût de l'actif d'exploration et d'évaluation, droits miniers par droits miniers, jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations incorporelles et sont présentés au coût moins les crédits d'impôts et le cumul des pertes de valeur. Aucune charge d'amortissement n'est considérée pour ces actifs durant la phase d'exploration et d'évaluation.

S'il était établi que la viabilité d'une droits miniers n'est pas assurée ou si la droits miniers était abandonnée, le montant capitalisé serait réduit à sa valeur recouvrable, l'écart étant alors comptabilisé immédiatement en résultat.

Si la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les actifs d'exploration et d'évaluation liés aux droits miniers

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

correspondante sont alors transférés dans les immobilisations corporelles dans la catégorie Actifs miniers en construction. Avant le transfert, les actifs d'exploration et d'évaluation doivent être soumis à un test de dépréciation, et toute perte de valeur doit être comptabilisée en résultat avant le reclassement.

Jusqu'à maintenant, aucune faisabilité technique ni aucune viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale n'a été démontrée.

Bien que la Société ait pris des mesures conformes aux pratiques de l'industrie pour le stade d'exploration actuel de tels droits afin d'obtenir les titres de propriété des droits miniers dans lesquelles elle détient un intérêt financier, ces procédures ne garantissent toutefois pas la validité du titre de propriété. Les titres de propriété des droits miniers peuvent être assujettis à des ententes préalables non enregistrées et au non-respect de dispositions réglementaires.

Cession d'intérêt relativement à des conventions d'option

Lors de cessions d'intérêt relativement à des conventions d'option, la Société ne comptabilise pas les dépenses d'exploration et d'évaluation engagées sur les propriétés par l'acquéreur. De plus, les contreparties reçues en trésorerie de l'acquéreur sont portées en diminution de la valeur comptable des dépenses capitalisées auparavant, tout excédent étant comptabilisé comme un profit sur la cession d'actifs d'exploration et d'évaluation en résultat.

Impôts sur le résultat et impôts miniers

La charge d'impôts est composée des impôts exigibles et des impôts différés. Les impôts sont comptabilisés en résultat sauf s'ils sont liés à des éléments inscrits dans les autres éléments du résultat global ou directement au sein des capitaux propres.

Impôts exigibles et impôts miniers

Les actifs et/ou les passifs d'impôts exigibles et d'impôts miniers comprennent les montants à payer aux autorités fiscales ou à recouvrer auprès de ces autorités fiscales pour la période en cours et les périodes de présentation antérieures et qui n'ont pas été réglés à la fin de la période de présentation de l'information financière. La charge d'impôts exigibles se fonde sur le résultat de la période après les ajustements pour tenir compte des éléments non imposables ou non déductibles. La dépense d'impôts miniers se fonde sur le résultat de la période après les ajustements pour tenir compte des éléments non imposables et non déductibles. Les impôts exigibles et les impôts miniers sont calculés en fonction des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. La direction évalue régulièrement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard des cas où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation.

Impôts différés et impôts miniers différés

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif fiscal, sur les différences temporelles entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans l'état de la situation financière. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont calculés sans actualisation, sur la base des taux d'impôts dont l'application est attendue au cours de la période de réalisation lorsque ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Passifs d'impôts et impôts miniers différés

Les passifs d'impôts et impôts miniers différés sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables.

Actifs d'impôts et impôts miniers différés

Les actifs d'impôts et impôts miniers différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'ils permettront de compenser un bénéfice imposable futur.

Les actifs d'impôts et impôts miniers différés sont examinés à la fin de la période de présentation de l'information financière et sont réduits lorsqu'il n'y a pas de certitude que les bénéfices imposables seront suffisants pour recouvrer tout ou partie des actifs d'impôts différés; dans ce cas, les actifs doivent être diminués. Au 31 décembre 2013, la Société n'a pas comptabilisé d'actifs d'impôts et d'impôts miniers différés.

Les actifs et les passifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés pour des différences temporelles qui découlent de la comptabilisation initiale des actifs et des passifs acquis dans un contexte autre qu'un regroupement d'entreprises.

Les actifs ou les passifs d'impôts différés sont compensés uniquement lorsque la Société a le droit et l'intention de compenser les actifs ou les passifs d'impôts exigibles découlant des mêmes autorités fiscales.

Les variations des actifs ou passifs d'impôts différés sont comptabilisées à titre de revenu ou de charge d'impôts en résultat, sauf si elles concernent des éléments qui ont été comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas, les impôts différés correspondants sont également comptabilisés en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres, respectivement.

Résultat de base et dilué par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour calculer le résultat dilué par action qui est calculé en ajustant le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, des effets de toutes les options d'achat d'actions et de tous les bons de souscription potentiellement dilutifs. Dans le calcul, on considère que les options et les bons de souscriptions ont été convertis en actions ordinaires au cours moyen du marché pour la période de présentation.

Fonds réservés à l'exploration

La Société obtient des fonds pour faire de l'exploration en vertu de conventions de souscription d'actions accréditatives. Ces fonds ne peuvent être utilisés pour l'exploitation courante de l'entreprise et conséquemment, ils doivent être présentés en tant que trésorerie réservée pour l'exploration. Si la Société n'engage pas de dépenses d'exploration admissibles, elle sera tenue d'indemniser les détenteurs de ces actions de tous les impôts et autres frais occasionnés par le fait que la Société n'ait pas engagé les dépenses d'exploration requises.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme échéant dans un délai de moins de trois mois de leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'aide gouvernementale afférente, du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend son prix d'achat et tout coût directement attribuable au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des immobilisations.

- Améliorations locatives : 5 ans
- Mobilier et équipements : 5 ans

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité de chacun des actifs sont revus au moins à la fin de chaque exercice financier.

La valeur comptable d'une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie future.

Le profit ou la perte résultant de la disposition ou de la décomptabilisation d'une immobilisation corporelle correspond à la différence entre le produit de la disposition et la valeur comptable de l'actif et est comptabilisé à l'état des résultats.

Dépréciation

Actifs non financiers

La valeur comptable des immobilisations corporelles est passée en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation.

La valeur comptable des droits miniers et des actifs d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'un test de dépréciation uniquement lorsqu'il existe des indicateurs de dépréciation, typiquement lorsqu'une des circonstances suivantes s'applique :

- Les droits d'exploration ont expirés, ou expireront dans un avenir proche;
- Aucune dépense d'exploration future importante n'est prévue;
- Aucune quantité commercialement exploitable n'a été découverte, et les activités d'exploration et d'évaluation sur cette propriété cesseront;
- Le recouvrement de la valeur des actifs d'exploration et d'évaluation via leur développement ou leur vente est peu probable.

Si une telle circonstance existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Les propriétés minières et les actifs d'exploration et d'évaluation font aussi l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'ils sont transférés en actifs de développement, même si aucun fait ni aucune circonstance n'existe indiquant que leur valeur comptable excède leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de vente. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unité génératrice de trésorerie » ou « UGT »). Le niveau identifié par la Société pour effectuer un test de dépréciation des actifs de prospection et d'évaluation correspond à chaque propriété minière.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte). Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'UGT sont réparties entre les actifs de l'unité (groupe d'unités) au prorata.

Les pertes de valeur comptabilisées au cours de périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions moins les frais d'émission, déduction faite de tout avantage d'impôt sur le résultat sous-jacent à ces frais d'émission.

Émissions d'unités

Les produits pour les émissions d'unités qui sont imputés entre les bons de souscription et les actions sont déterminés en utilisant le modèle Black-Sholes. Les produits sont d'abord imputés aux bons de souscription en fonction de la valeur de ces bons déterminée à l'aide du modèle Black-Sholes au moment de l'émission et le montant résiduel est attribué aux actions.

Placements accréditifs

La Société lève des fonds au moyen d'émission « d'actions accréditives » qui permettent aux investisseurs de profiter d'avantages fiscaux liés aux ressources, auxquels la Société a renoncé conformément à la législation fiscale. À ce jour, il n'existe aucune norme IFRS traitant de la comptabilisation ou de la présentation de ce type d'actions. La Société a donc adopté le point de vue de CPA Canada qui considère la substance de l'émission d'actions accréditives comme a) l'émission d'une action ordinaire et b) la vente d'une déduction fiscale. La vente de déduction fiscale est mesurée selon la méthode de la juste valeur. Au moment de l'émission des actions

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

accréditives, la vente de déduction fiscale est reportée et présentée dans le passif conformément à IAS 37, « Provision, passifs éventuels et actifs éventuels ». Lorsque la Société s'acquitte de son obligation, le passif est réduit et la vente est comptabilisée à l'état des résultats en réduction de la charge d'impôt différé. De plus, un passif d'impôt différé est comptabilisé conformément à IAS 12, « Impôts sur le résultat », pour les différences temporelles imposables entre la valeur comptable des dépenses admissibles capitalisées à titre d'actif dans l'état de la situation financière et la valeur fiscale.

Bons de souscription d'actions

Les bons de souscription d'actions sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de l'entité elle-même, qui seront uniquement réglés par la Société en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres en échange d'un montant déterminé de trésorerie.

Lorsque des actions et des bons de souscription sont émis en même temps, le produit d'émission est alloué en premier lieu aux bons de souscription émis, à hauteur de leur juste valeur évaluée selon un modèle d'évaluation Black-Scholes, la valeur résiduelle étant allouée aux actions.

Autres éléments des capitaux propres

Le surplus d'apport inclut les charges liées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options.

Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de l'exercice en cours et des exercices antérieurs.

Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée ou diminuée des coûts de transactions.

Les actifs et les passifs financiers sont évalués ultérieurement comme il est indiqué ci-après.

Actifs financiers

Aux fins de l'évaluation ultérieure, les actifs financiers, autres que ceux désignés comme instruments de couverture efficace, sont classés dans les catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- prêts et créances;
- actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat;

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

- placements détenus jusqu'à leur échéance;
- autres actifs financiers courants.

La catégorie détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation des revenus et des charges qui en résulteront, soit en résultat, soit en d'autres éléments du résultat global.

Tous les actifs financiers sauf ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque fin de la période de présentation de l'information financière. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Pour chacune des catégories d'actifs financiers, les différents critères mentionnés ci-dessous permettent de déterminer s'il y a dépréciation.

Tous les revenus et charges se rapportant aux actifs financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les « frais d'administration » ou les « autres dépenses (revenus) ».

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. L'actualisation est omise si son effet est non significatif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les fonds réservés à l'exploration font partie de cette catégorie.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat comprennent les actifs financiers qui sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou qui respectent certaines conditions et qui sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat au moment de la comptabilisation initiale.

Les actifs dans cette catégorie sont évalués à la juste valeur et les profits ou les pertes sont comptabilisés à l'état des résultats.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixe autres que les prêts et créances. Les placements sont classés comme étant détenus jusqu'à leur échéance si la Société a l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il existe une indication objective que le placement a subi une perte de valeur, déterminée en fonction des notations externes de crédit, l'actif financier est évalué à la valeur actuelle des flux de trésorerie estimatifs futurs. Tout changement apporté à la valeur comptable des placements, y compris les pertes de valeur, est comptabilisé à l'état des résultats. La Société n'a aucun actif financier classé dans cette catégorie.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les autres actifs financiers courants sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant dans cette catégorie ou qui ne se qualifient pas pour la classification dans aucune

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

autre catégorie d'actifs financiers. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres négociables de sociétés d'exploration minière cotées présentés dans les autres actifs financiers courants. La variation de la juste valeur est inscrite au résultat global.

Tous les actifs financiers courants sont évalués à la juste valeur.

Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les fournisseurs et autres créiteurs.

Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Lorsqu'applicables, les dépenses d'intérêts et les variations de juste valeur d'un instrument comptabilisées en résultat sont présentées dans les « frais d'administration » ou les « autres dépenses (revenus) ».

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction d'établir des estimations et des hypothèses et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer des estimations, des hypothèses et des jugements posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés.

Les paragraphes suivants décrivent les estimations et hypothèses comptables les plus critiques formulées par la direction lors de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs, passifs, et des charges. Les jugements les plus critiques de la direction dans l'application de méthodes comptables.

Dépréciation d'actifs à long terme

Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable. La direction revoit régulièrement la valeur comptable de ses actifs miniers aux fins de dépréciation. Chaque année, la Société procède à une révision du potentiel géologique de chacun de ses titres miniers. Le but de cette révision est d'abandonner ceux ayant le plus faible potentiel de découverte. Tous les montants engagés sur les droits miniers abandonnés sont passés à l'état des résultats de l'exercice.

Dépense de rémunération fondée sur des actions

Pour estimer les dépenses liées à la rémunération fondée sur des actions, il faut sélectionner un modèle d'évaluation approprié et évaluer les données qui sont nécessaires pour le modèle d'évaluation choisi. La Société a estimé la volatilité de ses propres actions, la durée de vie prévue des options ainsi que les extinctions prévues. Le modèle utilisé par la Société est le modèle Black-Sholes.

Impôts sur le résultat et impôts miniers différés

L'évaluation de l'impôt sur le résultat à payer et des actifs et passifs d'impôt différé exige de la direction qu'elle fasse preuve de jugement dans le cadre de l'interprétation et de l'application

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

des lois fiscales pertinentes. Le montant réel au titre de l'impôt sur le résultat est établi de manière définitive uniquement au moment du dépôt de la déclaration de revenus et de son acceptation par les autorités pertinentes, soit après la publication des états financiers.

Nouvelles méthodes comptables

IAS 1, Présentation des états financiers

La Société a appliqué les modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013. Ces modifications exigent que la Société classe les autres éléments du résultat global en deux catégories distinctes, soit ceux qui seront reclassés ultérieurement au résultat net et ceux qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net. La Société a présenté ses états du résultat global conformément à cette nouvelle exigence.

IFRS 11, Partenariats (IFRS 11)

IFRS 11 remplace IAS 31, Participation dans des coentreprises (IAS 31). Elle harmonise davantage la comptabilité par les investisseurs de leurs droits et obligations liés au partenariat. En outre, l'option qu'offrait IAS 31 de recourir à une consolidation proportionnelle pour les coentreprises a été éliminée. IFRS 11 nécessite désormais de recourir à la méthode de la mise en équivalence, qui est actuellement utilisée pour les participations dans des entreprises associées. L'analyse de la direction est qu'IFRS 11 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (IFRS 12)

IFRS 12 intègre et uniformise les exigences en matière d'informations à fournir pour différents types de participations, y compris dans des entités structurées non consolidées. Elle présente de nouvelles exigences en matière d'informations à fournir quant aux risques auxquels une entité est exposée du fait de sa participation dans des entités structurées. L'analyse de la direction est qu'IFRS 12 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur (IFRS 13)

IFRS 13 clarifie la définition de la juste valeur et fournit des directives connexes ainsi que des informations plus exhaustives quant aux évaluations à la juste valeur. Elle n'a aucune incidence sur les éléments qui doivent être présentés à la juste valeur. L'analyse de la direction est qu'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société.

La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après :

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Risque de taux d'intérêt

Les titres obligataires portent intérêt à taux fixe et exposent donc la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2013, l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Taux d'intérêt variable et taux fixe
Fonds réservés à l'exploration	Taux d'intérêt variable et taux fixe
Débiteurs	Sans intérêt
Fournisseurs et autres créditeurs	Sans intérêt

Sensibilité au taux d'intérêt

Au 31 décembre 2013, la Société a reçu des intérêts relativement aux acceptations bancaires.

Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent affecter la juste valeur des investissements dans des actifs financiers à taux fixe.

Les effets possibles sur la juste valeur qui peuvent survenir à la suite d'une fluctuation des taux d'intérêt sont pris en compte lors de la prise de décision en matière d'investissements.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement suffisantes tel que des financements privés. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. L'obtention de nouveaux fonds permet à la Société de poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Analyse du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Société dispose de sources de financement sous la forme de financements privés et publics suffisants.

Au cours de l'exercice, la Société a financé ses engagements de frais d'exploration, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions au moyen de financements privés et de financements accreditifs.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Le tableau suivant présente le sommaire des passifs financiers de la Société aux 31 décembre 2013 et 2012 :

	31 décembre 2013		
	Moins d'un an	Entre un et trois ans	Plus de trois ans
	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créditeurs	251 457	-	-
Passif lié aux actions accréditives	142 446	-	-
	<u>393 903</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

Lorsque la contrepartie choisit le moment où le montant sera payé, le passif est inclus à la première date à laquelle le paiement peut être exigé.

Sensibilité au risque de crédit

L'exposition maximale de la Société au risque de crédit est limitée à la valeur comptable des actifs financiers à la date de présentation de l'information financière, comme le résume le tableau suivant :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 070 047	1 241 272
Fonds réservés à l'exploration	569 784	873 129
Acceptations bancaires et titres obligataires	503 273	1 429 025
Débiteurs (autres que la taxe sur les produits et services à recevoir)	<u>116 787</u>	<u>260 707</u>
Valeur comptable	<u>2 259 891</u>	<u>3 804 133</u>

La Société n'a pas de comptes clients. Les débiteurs sont constitués de taxes et de crédit de droits remboursables et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources. Par conséquent, l'exposition de la Société au risque de crédit est limitée. Aucune provision pour pertes n'a été comptabilisée pour les périodes présentées.

La direction de la Société estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers décrits précédemment qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, à chaque date de présentation de l'information financière, est bonne.

Aucun actif financier de la Société n'est garanti par un instrument de garantie ou par une autre forme de rehaussement de crédit.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Le risque de crédit de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des fonds réservés à l'exploration est considéré comme négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières réputées dont la notation externe de crédit est excellente.

Juste valeur des instruments financiers

La Société définit la hiérarchie des évaluations à la juste valeur en vertu de laquelle ses instruments financiers sont évalués de la façon suivante : le niveau 1 inclut les prix cotés, non ajustés, sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques. Le niveau 2 inclut les données autres que les prix visés au niveau 1 qui sont observables par l'actif ou le passif, directement ou indirectement et le niveau 3 inclut les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables. Les actions cotées sont classés selon le niveau 1.

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des fonds réservés à l'exploration ainsi que des fournisseurs et autres créiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

La Société est financée en partie par l'émission d'actions accréditatives. Cependant, il n'existe aucune garantie voulant que ses dépenses soient admissibles au titre de frais d'exploration au Canada, même si la Société s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard. Le refus de certaines dépenses par l'administration fiscale aurait un impact fiscal négatif pour les investisseurs.

De plus, les règles fiscales concernant les placements accréditifs fixent des échéances pour la réalisation des travaux d'exploration qui doivent être entrepris au plus tard à la première des dates suivantes :

- Deux ans suivant les placements accréditifs;
- Un an après que la Société ait renoncé aux déductions fiscales relatives aux travaux d'exploration.

Les engagements à effectuer des travaux d'exploration qui ne sont pas respectés sont soumis à un taux d'imposition combiné de 30 % (Canada et Québec).

Au cours de l'exercice, la Société a reçu un montant de 569 784 \$ à la suite d'un placement accréditif pour lequel elle a renoncé aux déductions fiscales après le 31 décembre 2013.

La Société a renoncé à des dépenses admissibles de 569 784 \$ au 28 février 2014 et la direction est tenue de remplir ses engagements avant le 31 décembre 2014. Ce montant a été présenté comme fonds réservés à l'exploration.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration, le président, le vice-président et le chef des finances. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel		
Salaires et honoraires incluant les primes et avantages	354 573	439 460
Coûts de la sécurité sociale	28 454	22 514
Total des avantages à court terme du personnel	383 027	461 974
Paiements fondés sur des actions-employés	42 757	146 269
Total de la rémunération	425 784	608 243

Au cours des exercices de présentation de l'information financière 2013 et 2012, les principaux dirigeants n'ont exercé aucune des options attribuées dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions.

INFORMATIONS À FOURNIR CONCERNANT LE CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions et acquérir ou vendre des droits miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière.

Le capital de la Société se compose de capitaux propres. Le capital de la Société est principalement affecté au financement des frais d'exploration et à des acquisitions de droits miniers. Afin de gérer efficacement ses besoins en capital, la Société a mis en place une planification rigoureuse et un processus budgétaire pour l'aider à évaluer les fonds requis et s'assurer qu'elle a les liquidités suffisantes pour atteindre ses objectifs au niveau des opérations et de la croissance.

La Société a confiance que sa situation actuelle de capital disponible et sa capacité de financement lui permettront de poursuivre les travaux d'exploration futurs et le développement de ses propriétés minières.

La Société n'est pas soumise, en vertu de règles extérieures, à des exigences concernant son capital, sauf si la Société clôture un financement accreditif pour lequel des fonds doivent être réservés pour des dépenses d'exploration. La Société a des fonds réservés à l'exploration de 569 784 \$ au 31 décembre 2013 (873 129 \$ au 31 décembre 2012).

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres sont de 9 886 737 \$ (10 613 196 \$ au 31 décembre 2012).

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

	31 décembre 2013 \$	31 décembre 2012 \$
Consultants	-	1 000

Aucune opération entre apparentés n'a eu lieu au cours de l'exercice. Au cours de l'exercice 2012, la Société a obtenu des services de consultation de la part d'une société dans laquelle un administrateur de la Société est actionnaire minoritaire pour 1 000 \$. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange soit le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties. Au 31 décembre 2012, aucun montant n'était inclus dans les fournisseurs et autres crédeurs.

CONTRATS DE LOCATION

Les paiements minimaux futurs de location simple s'établissent comme suit :

	Paiements minimaux exigibles au titre de la location			
	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
31 décembre 2013	89 175	416 052	97 714	602 941
31 décembre 2012	89 175	427 056	175 884	692 115

La Société loue ses bureaux en vertu d'un bail expirant en mars 2021. La Société loue un véhicule en vertu d'un bail venant à échéance en octobre 2017 et également de l'équipement en vertu d'un bail venant à échéance en mars 2016.

Les paiements au titre de la location comptabilisés en charges au cours de la période de présentation de l'information financière totalisent 89 175 \$ (89 175 \$ en 2012). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location. Les contrats de location de la Société contiennent une option de renouvellement.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Le 14 avril 2014, la Société a racheté une redevance de 1% sur le produit net de fonderie (NSR) sur la propriété Benoist. La Société a exercé son droit de premier refus applicable à la redevance.

La Société a émis 500 000 actions ordinaires, à un prix de 0,15 \$ par action pour une valeur totale de 75 000 \$, en contrepartie du rachat de cette redevance.

RESSOURCES CARTIER INC.

Rapport de gestion

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

PERSPECTIVES

Au cours de l'année 2014, la Société mènera des activités de forage sur son projet Benoist en explorant [l'extension profonde du gîte Pusticamica](#). Pour ce faire cinq (5) forages, totalisant 3 200 m, seront réalisés en début d'année. La compilation, l'interprétation et la planification pour la propriété Mine Chimo se poursuivra au courant des deux premiers trimestres. La Société aura en main, à la fin du second trimestre, une évaluation détaillée du potentiel du projet ainsi qu'un programme de travaux visant à y accroître les ressources historiques.

Les autres dépenses en travaux d'exploration seront réduites au minimum pour permettre à la Société de passer à travers la période difficile sans fragiliser la qualité de ses actifs. Les propositions de travaux sont disponibles sur le site Web de Cartier pour tous les projets du portefeuille de la Société afin d'y conclure des alliances stratégiques pour y développer des ressources.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers et les autres informations financières contenues dans ce rapport de gestion sont la responsabilité de la direction de la Société et ont été revus et approuvés par le conseil d'administration le 17 avril 2014.

(s) Philippe Cloutier

Philippe Cloutier

Président et Chef de la direction

(s) Jean-Yves Laliberté

Jean-Yves Laliberté

Chef des finances